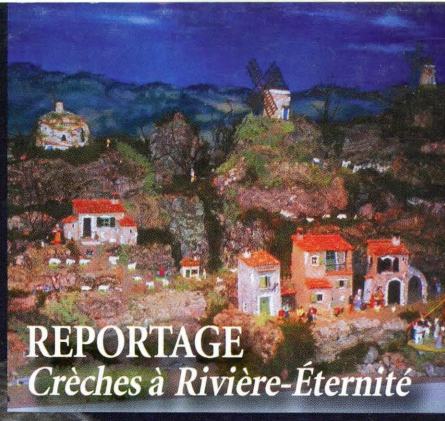
PRÉSENCE magazine

SOCIÉTÉ | CULTURE | SPIRITUALITÉ



REPORTAGE
Crèches à Rivière-Éternité

DOSSIER
FOI ET LAÏCITÉ

RENCONTRE
MAESTRO
JACQUES LACOMBE

Volume 17 • N° 135 • DÉCEMBRE 2008 - JANVIER 2009 • 5,50 $

www.presencemag.qc.ca

MARIE GRATTON

Si nous aimions vraiment la vie...

«Solidarité!» Les syndicats en ont fait un slogan, un cri de ralliement. Le fait de le scander en le faisant précéder d'un «So, So, So», m'a toujours, malgré moi, fait sourire. Il suffit en effet de l'ajout d'une lettre au «So», dans la tête d'un esprit mal tourné, pour jeter le ridicule sur cette formulation contemporaine de la responsabilité sociale. Ce serait impardonnable d'en rester là, puisque pour vaincre l'individualisme, cette grande tentation de notre temps, la promotion de la solidarité devient un devoir, et sa mise en œuvre une tâche urgente.

Pour adhérer fermement au principe de la solidarité sociale, il suffit sans doute d'adopter une perspective humaniste. Mais il est indiscutable que le message évangélique fournit des arguments de plus pour le propager comme une «bonne nouvelle», et le mettre en œuvre comme une force capable de renouveler le monde.

Les évènements se bousculent

Dans le numéro de *Présence* d'octobre dernier [133], Marc Lemire nous traçait un portrait remarquablement clair et éclairant de la crise immobilière, bancaire et économique qui frappait alors les États-Unis. Il avait raison de ne pas se contenter d'y voir uniquement un évènement lié aux ratés des politiques américaines, mais de mettre en cause tout le fonctionnement du système capitaliste, surtout quand on lui laisse imprudemment la bride sur le cou. J'écris en octobre, lui a dû le faire en août, pour répondre à la date de tombée des articles qui composent notre magazine. Il ne pouvait donc pas prévoir que la crise s'étendrait comme une traînée de poudre, affolerait toutes les Bourses à travers le monde, acculerait les plus importantes banques, non seulement américaines, mais aussi européennes et asiatiques, soit au bord du gouffre, soit carrément à la faillite. Les spécialistes eux-mêmes furent surpris de l'ampleur du cataclysme, mais ils n'avaient pas tout vu! Et nous non plus.

Voici que les États-Unis injectent d'abord des centaines de milliards pour éviter le scénario d'octobre 1929. Sans perdre de temps, des pays européens emboîtent le pas, puis en viennent à nationaliser, en partie, des banques. Pour ajouter la stupéfaction à la surprise, Georges W. Bush, grand timonier de l'État le plus farouchement capitaliste du monde, s'est présenté devant la nation, ces derniers jours, pour annoncer la nationalisation des plus grandes banques américaines. C'était devenu le moyen ultime et désespéré d'éviter le naufrage de la galère qu'il ne pouvait plus se donner l'illusion de contrôler, ni même de diriger. Comme disait l'autre, mes oreilles n'en croyaient pas mes yeux. Voir Bush proposer des mesures qu'il avait combattues pendant ses huit années de présidence, l'entendre lui-même avouer qu'il lui fallait ouvrir une brèche dans la logique capitaliste qui veut qu'on laisse jouer à fond, et pratiquement sans garde-fous, les lois du marché, quelle ironie! Il reste aux contribuables à payer une deuxième fois les pots cassés...

La misère des riches... et des autres

La forte fièvre qui secoue les pays vivant sous un régime capitaliste a des répercussions dans l'ensemble de la planète. Ceux qui possèdent beaucoup perdent un peu. Ceux qui possèdent un peu risquent de tout perdre. Et à ceux qui n'ont rien, que la malnutrition et que la famine déciment, on annonce déjà qu'on réduira encore la portion congrue que les états les mieux nantis avaient coutume de consacrer à l'aide humanitaire. La misère des riches, est peut-être le moindre souci des pauvres, mais elle ne s'annonce pas comme devant être le dernier...

Dans le monde, chaque année, un milliard de personnes ne mangent pas à leur faim, et le prix des aliments, contrôlé très largement par les marchés capitalistes, continue de grimper. Pendant ce temps-là, chez nous, treize millards – au moins! –, ont déjà été investis, en trois ans, dans la participation à une guerre, que non seulement nous ne pourrons jamais gagner, mais dans laquelle nous n'aurions jamais dû nous laisser entraîner.

D'où nous vient donc toute cette folie institutionnelle, toute cette nonchalance personnelle devant la misère d'autrui que les moyens modernes de communication ne nous permettent pas d'ignorer? Combien de fois me suis-je posé cette question? Je l'ai retournée de toutes les manières, et j'arrive toujours à la même conclusion: nous n'aimons pas vraiment la vie. Dans beaucoup d'autres domaines, auxquels je vous laisse le soin de penser, nous ne démontrons pas non plus un grand amour de notre propre vie ni de celle d'autrui. Pourtant, en vérité, peu de

gens sont franchement cruels, se réjouissent sans scrupule et sans honte de la détresse humaine, quand elle leur tombe sous les yeux. Le fin mot de l'affaire, c'est que nous n'aimons pas vraiment la vie. Si nous l'aimions, nous serions solidaires de tous ceux et celles qui ont faim, qui réclament leur juste part des richesses de notre terre, qui supplient qu'on leur permette de vivre dans la dignité.

Personnellement, il me suffit de me rappeler que je dois tout au hasard de la naissance pour que ma conscience se trouve secouée. J'aurais pu, nous aurions pu ne jamais naître, mais nous aurions pu aussi arriver dans ce monde sous des auspices moins favorables, pour dire les choses avec ménagement. Si nous y pensions une seule fois, un peu sérieusement, cette idée ne nous quitterait plus. Nous nous verrions dans l'autre. Il n'en faudrait pas plus pour nous inoculer contre l'indifférence et nous injecter le goût, que dis-je, le besoin de la solidarité. Comme nous souffririons avec celles et ceux qui souffrent, nous mettrions tout en œuvre pour les soulager.

Aux sources de la solidarité

C'est à l'évidence sur le terreau d'une réflexion anthropologique et morale que se fonde le concept de solidarité, et la prise de conscience qui nous présente celle-ci comme un devoir. Peu importe la couleur de notre peau, le coin de terre qui nous a vus naître, la culture qui a façonné notre vision du monde, la diversité et l'étendue de nos capacités physiques et intellectuelles, du seul fait de notre appartenance à la race humaine, nous avons toutes et tous un droit égal à la dignité. Mais parce que les aléas de la vie multiplient les inégalités personnelles, politiques, économiques et sociales, la solidarité s'impose pour sauvegarder ce droit inaliénable à la dignité.

Pour rendre opérationnelle cette solidarité que la dignité de tous les êtres humains commande, pour amenuiser l'impact des inégalités que la nature et les circonstances n'en finissent plus de multiplier entre les personnes, il faut passer de l'impératif moral, fondé sur l'anthropologie, ou sur des convictions religieuses, à sa formulation en termes juridiques, reconnus par le droit, donc ayant force de loi. C'est le principe des impôts. Si le sentiment de solidarité nous habite, nous devrions nous réjouir qu'ils existent. Mais il n'est pas interdit de rager sur leur mauvaise distribution, et de le faire savoir à nos gouvernements... Il peut-être intéressant de savoir qu'en latin, le terme *in solido* faisait référence à des liens contractuels, il avait donc un sens juridique. Mais comme le remarquait avec justesse, dans *Le Devoir* du 12 octobre dernier, le philosophe Georges Leroux, faisant une élogieuse critique du livre de Marie-Claude Blais intitulé *La Solidarité. Histoire d'une idée*, publié chez Gallimard, le lien est infiniment logique entre les concepts de solidité et de solidarité. Pour demeurer solides, nos sociétés se doivent d'être solidaires, sinon elles risquent les fractures qui dégénèrent en désordre et en chaos. La solidarité, c'est le prix à payer non seulement pour préserver la paix sociale, mais surtout pour s'assurer qu'«au banquet de la vie» il n'y ait pas d'«infortunés convives».

L'individualisme aura-t-il le dernier mot ?

La solidarité sociale n'a pas que des adeptes et que des défenseurs. Combien de gens sont convaincus qu'il suffit de «vouloir pour pouvoir». Il arrive que ce soit vrai. Et si la chance s'en mêle, ce sera d'autant plus facile. Mais chez certains êtres, des déficiences personnelles ou d'autres circonstances incontrôlables ont tôt ou tard donné congé à la chance. Pourtant, d'aucuns demeurent impitoyables envers ceux et celles qui ne parviennent pas à s'en sortir par leurs propres forces et par leurs seuls moyens. Ils ne connaissent ni la sympathie ni l'empathie. Ils conjuguent sur tous les modes et à tous les temps un égoïsme et un égocentrisme impénitents.

Au moment où vous lirez ces lignes, nous saurons, vous et moi, si les Américains ont élu comme président le candidat qui, durant la campagne électorale, a le mieux mis de l'avant le principe de la solidarité sociale à l'échelle des États-Unis, sinon à celle de la planète. Au cours du dernier débat présidentiel, John McCain reprochait à Barak Obama de vouloir répandre la richesse, *spread the wealth*. Dans la bouche du candidat républicain c'était rien de moins que la dénonciation d'une hérésie, fâcheusement proposée, comme une solution aux problèmes économiques et sociaux qui secouent le pays porte-étendard du capitalisme dans le monde. Non!, martelait avec vigueur Monsieur McCain, il ne faut pas «*répandre la richesse*», il faut que chacun puisse conserver la sienne. Il ne faut donc pas augmenter les impôts, même ceux des plus riches. Il faut, dit-il, maximiser leurs gains pour qu'ils puissent créer des entreprises et des emplois, stimulant ainsi la consommation dans l'ensemble de la population. Si nous voulons trouver l'idée géniale, empressons-nous d'abord d'oublier que les magnats du secteur manufacturier exportent toujours plus d'emplois vers des pays du tiers monde, non pas par souci de solidarité internationale, puisqu'ils paient là-bas des salaires de misère, mais bien pour réduire leurs coûts et grossir leurs profits. Ce qui n'est pas de nature à stimuler la création d'emplois locaux ni l'accroissement de consommation censé en découler. Oublions de surcroît que les Américains richissimes ne font pas leur *shopping* chez Wall-Mart. Ils s'habillent chez Gucci, Dior ou Saint-Laurent; ils roulent en Mercedes, en Jaguar et en Ferrari. Ce qui n'enrichit pas vraiment l'économie américaine.

Chaque génération, comme chaque société doit repenser sa conception de la solidarité sociale pour l'adapter à des conditions de vie différentes, à de nouveaux besoins. Vous avez sans doute remarqué comme moi que notre solidarité paraît connaître des cycles. La venue de Noël nous invite et nous incite à partager. Puis nous retombons aisément dans le chacun pour soi et le sauve qui peut. Nous faisons confiance à la justice distributive dont se charge l'État, tant bien que mal. Mais la solidarité se situe un cran au-dessus de la justice. En reconnaissant et en aimant notre propre vie dans l'autre, elle nous enseigne la ferveur.

Ne cherchez pas le mot solidarité dans les Évangiles, il n'y est pas. Mais dans la personne de Jésus de Nazareth la solidarité avec l'humanité entière s'est faite chair. À l'enfant de la Crèche, au thaumaturge guérissant sur les routes de Galilée, au prophète parlant en paraboles et annonçant le règne de Dieu, au juste condamné à la croix, adressons une prière: Maître, enseigne-nous la ferveur!

Joyeux Noël!, et que l'année 2009 vous garde dans un esprit de fervente solidarité. ■